



**Avril 2023**

# On a rencontré notre DG

**A sa demande, la CFDT Hauts de France a rencontré Mme D'Artois au centre de Lomme ce lundi 3 avril, nous vous proposons de lire un compte rendu de cet échange**

*(en italiques, ses réponses)*

## **Allons-nous devenir des acteurs de l'accompagnement au détriment du qualifiant ?**

*Développer nos actions d'accompagnement n'est pas une volonté ni une stratégie de l'AFPA mais force est de constater que l'on nous achète moins de qualifiant. Pour autant, faire de l'accompagnement est profitable en terme de captation des publics, ça « nourrit » le qualifiant en aidant au remplissage des formations. De plus, ça nous renforce dans notre rôle d'opérateur en aménagement du territoire, ça nous rapproche des entreprises et donc ça nous apporte des affaires en marché privé.*

## **Nos déficits annuels et cumulés représentent une somme vertigineuse qui inquiète le personnel**

*Je vous mentirais si je vous disais que le retour à l'équilibre est pour demain ! Dans l'attente on bénéficie toujours d'une subvention exceptionnelle de l'état qui nous fait confiance et salue notre rôle toujours central d'acteur de la formation et de l'insertion. Même si la situation n'est pas reluisante, j'ai demandé à la tutelle (Bercy) la possibilité d'être plus généreuse cette année que l'an dernier en termes d'augmentations salariales, j'ai mis en balance ma démission pour appuyer cette requête (!)*

L'état nous fait  
confiance

## **Les formateurs.trices impacté.e.s par la baisse du qualifiant sont contraints à une mobilité interne voire externe**

*Il n'y a pas de polyvalence subie à l'AFPA, des formateurs.trices du qualifiant peuvent faire de l'accompagnement un certain temps puis revenir au qualifiant et/ou aider au développement commercial.*



# Rencontre avec notre DG...suite

## Et notre immobilier ?

*On travaille à la rénovation de nos bâtiments ainsi qu'à des regroupements de centres proches, par exemple à Marseille ou à Bordeaux, mais cela est très coûteux et donc on ne peut pas aller + vite que la musique. Je suis sur la piste de financements auprès de la caisse des dépôts et de France Relance. J'ai également en projet le lancement d'un « chantier d'intérêt général » pour accélérer la rénovation de nos bâtiments : cela consiste à organiser des chantiers de rénovation des locaux à l'interne avec participation des formateurs et des stagiaires.*

## Où en est ce que l'on appelle la 3ème filiale qui prévoit l'embauche de formateurs.trices en CDI sous condition qu'ils.elles acceptent de travailler aussi dans d'autres organismes de formation ?

3ème filiale : pas pour tout de suite

*La 3ème filiale est envisagée en réponse aux exigences de l'état et des régions. Il reste à en définir les contours juridiques ce qui est loin d'être simple. Sa mise en œuvre n'est donc pas pour tout de suite.*

## Le management des centres et des services nous semble souvent en difficulté ce qui rejaillit sur les équipes. Reconnaissez-vous qu'il y a un problème à ce niveau ?

*Oui, nous avons un fort turn-over, je dis à mes managers "soyez plus curieux" des métiers de l'AFPA. Des formations au management et à la "stratégie territoriale" sont prévues. De même, il est prévu un plan d'accompagnement pour les aider dans leurs relations institutionnelles (y compris avec les acteurs politiques des territoires). Intervention de notre DR : les 3/4 des équipes de direction des HdF ont rendu leur document "ambition territoire" dont le but est de mieux définir les stratégies locales, de les partager avec les équipes pour évoluer vers un management plus partagé.*

**Notre avis suite à cette entrevue** : une Directrice Générale à l'écoute qui nous a consacré une heure trente sans consulter sa montre ! Mais des réponses qui ont souvent mélangé le réalisé et le souhaitable. A titre d'exemple : associer les formateurs à la rénovation sera compliqué : il va falloir un gros effort de persuasion des directions après des années de management vertical et s'assurer que les moyens suivront en réelle concertation.

Autre élément : nous dire à un moment de l'entretien que l'état nous soutient puis plus tard que Bercy (le ministère des finances) est notre vrai patron n'est pas fait pour nous rassurer : notre avenir n'est pas entre nos mains !

Enfin, concernant les salariés, on se demande si Mme d'Artois a vraiment conscience des réalités du terrain (nous dire qu'il n'y a pas de polyvalence subie !), que sait-elle des inquiétudes et des fortes préoccupations de beaucoup d'entre nous, voire de leur souffrance au travail ? Espérons que nos questions et nos commentaires lui ont fait comprendre certaines réalités...